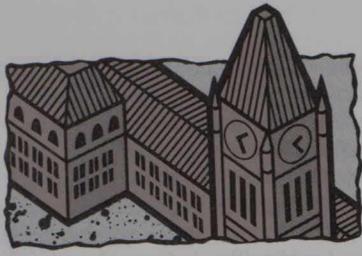


EN DIRECT DE LA COLLINE PARLEMENTAIRE



Restrictions financières

■ Toute la fonction publique ressent encore les contrecoups du budget du 27 avril. Du côté de la Défense nationale, on a dû, à cause des coupures, réviser de fond en comble le volet maritime des Forces canadiennes, après l'annulation du plan concernant l'acquisition d'une flotte de sous-marins à propulsion nucléaire. D'autres options sont actuellement à l'étude. Le ministre de la Défense, M. McKnight, a par ailleurs donné à entendre le 7 juin, à la fin d'une visite qu'il faisait à la BFC Lahr en Allemagne de l'Ouest, que le Canada laisserait «pour le moment» ses 7 500 soldats actuellement déployés en Europe, mais que le gouvernement examinerait les multiples rôles que le Canada assume aujourd'hui.

En Chambre, constatant la montée en flèche des coûts estimatifs du projet de construction du brise-glaces *Polar 8*, des députés ont posé des questions sur le retard qu'accuse la mise à exécution des plans à cet égard. Le 8 mai, la députée néo-démocrate Audrey McLaughlin (Yukon) a demandé au ministre des Transports, M. Benoît Bouchard, quand la construction commencerait. Le Ministre a confirmé l'engagement du gouvernement à l'égard du projet, mais avec d'autres ministres de premier plan, il a refusé de réaffirmer quoi que ce soit au sujet du prix, des capacités, de l'entrepreneur ou de la date de mise en service. À l'origine, on avait annoncé que le navire servirait à protéger la souveraineté du Canada, par suite du tollé qu'avait suscité en 1985 le voyage d'un brise-glaces de la Garde côtière américaine dans le Passage du Nord-Ouest. Pourtant, même si le coût estimatif initial avait été fixé à un demi-milliard de dollars, seulement 1,6 million a été attribué à ce programme cette année.

M^{me} Margaret Catley-Carlson, présidente de l'Agence canadienne

de développement international (ACDI), organisme qui a également subi des réductions budgétaires importantes, a discuté des effets de ces dernières et des politiques d'aide extérieure en général, quand elle a témoigné, le 1^{er} juin, devant le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur (CPAECE). Elle a fait la rétrospective des six années où elle avait occupé la présidence de l'Agence et elle a souligné qu'en 1983, l'ACDI disposait de 1 082 années-personnes et d'un budget de 1,35 milliard de dollars; depuis, l'effectif a augmenté d'environ cinquante années-personnes, et le budget est passé à 2,2 milliards (deux milliards, après les réductions), ce qui a engendré, pour reprendre ses mots, un véritable défi pour les administrateurs. Il faut ajouter à tout cela le processus de décentralisation; en effet, l'Agence mutera sur le terrain un pourcentage beaucoup plus grand de ses membres, pour faire suite à une des principales recommandations énoncées par le CPAECE dans son rapport de 1987 intitulé *Qui doit en profiter?*

Des bouleversements en Chine

■ Le ministre des Affaires extérieures, M. Joe Clark, a pris la parole en Chambre presque chaque jour à partir du 5 juin, après que le gouvernement chinois eut commencé à sévir contre les protestataires de la place Tian'anmen, à Beijing. Il a répondu à une multitude de questions de l'opposition et a annoncé peu à peu une série de mesures pour contrer les effets de la vague de répression déferlant sur la Chine. Plus précisément, le Canada a rappelé son ambassadeur et a été le premier pays occidental à ce faire. M. Clark a par ailleurs convoqué deux fois l'ambassadeur de Chine pour exprimer le profond désaccord de son gouvernement et l'espoir que les autorités chinoises mettraient fin à la répression (l'ambassadeur a déclaré aux journalistes que le Canada ne devrait pas se mêler des affaires internes de son pays). Le gouvernement a ramené de Chine par avion les Canadiens et Canadiennes qui s'y trouvaient encore. Les transfuges des missions chinoises au Canada ont reçu du Ministre l'assurance que leurs cas seraient traités avec beaucoup de bienveillance. Le Canada s'est par

ailleurs retiré de trois projets d'aide, et il a mis en attente quatre accords sur cinq, dont la signature avait été reportée à cause des événements de la place Tian'anmen. Il a suspendu indéfiniment toute activité relative au grand projet hydroélectrique des Trois Gorges, sur le fleuve Yangzi Jiang (le projet a déjà fait l'objet de nombreuses critiques à cause de ses incidences sur l'environnement).

Le 30 juin, le Ministre a fait une déclaration détaillée pour expliquer le nouveau contexte des relations canado-chinoises, après que le gouvernement eut tenu diverses consultations avec une vaste gamme de parties intéressées. Il a aussi annoncé l'établissement d'un programme d'assistance de 1,5 million de dollars à l'intention des étudiants chinois au Canada, et la création d'un comité qui sera chargé de conseiller le gouvernement sur les difficultés de ces derniers.

L'opposition a réclamé l'application d'autres mesures, telles qu'une puissante action internationale de la part de la Banque Mondiale et d'autres institutions du même calibre. Le Ministre a déclaré que le gouvernement prendrait sérieusement en compte la proposition que le chef libéral John Turner a formulée en Chambre le 26 juin, à savoir que la question de l'avenir de Hong Kong figure à l'ordre du jour de la prochaine réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (à Kuala Lumpur, en octobre).

Comités parlementaires

■ Le parlement a interrompu ses travaux pour l'été le 27 juin, et il les reprendra le 25 septembre. Le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur (CPAECE) a entrepris une étude d'envergure qui doit durer un an et porter sur les relations du Canada avec l'Union soviétique et l'Europe de l'Est; l'étude reprendra cet automne quand le Parlement siégera de nouveau. Le Comité commencera aussi une étude sur la dette internationale, en insistant tout particulièrement sur le cas de l'Afrique. Ces travaux n'empêchent pas le CPAECE de se pencher sur d'autres questions, selon les circonstances.

À l'automne, le Comité permanent de la défense nationale examinera des questions relatives à la souveraineté maritime.

Le Comité spécial du Sénat sur la défense nationale a presque terminé une étude sur les forces terrestres du Canada; après une autre prolongation, il est censé déposer son rapport en octobre 1989.

En bref

■ Le premier ministre et le ministre des Affaires extérieures ont assisté au sommet de la Francophonie à Dakar (Sénégal) le 24 mai. Puis, ils se sont rendus au sommet de l'OTAN à Bruxelles, les 29 et 30 mai; le ministre des Finances et son collègue du Commerce se sont joints à M. Clark pour assister, les 31 mai et 1^{er} juin à Paris, à la réunion ministérielle de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le premier ministre a par ailleurs participé au sommet économique des sept pays industrialisés, à Paris, du 14 au 16 juillet. Tant les vingt-quatre pays industrialisés de l'OCDE que le Groupe des sept ont mis l'accent sur l'environnement, le communiqué de l'OCDE traduisant, pour sa part, un consensus sans précédent sur la nécessité d'accorder plus de prépondérance à l'environnement dans les décisions intéressant la politique économique.

■ Le Canada a été la seule des grandes démocraties industrialisées du monde à envoyer un observateur de haut rang (M. Joe Clark) à la réunion du Groupe des 77 (qui représente 127 pays en développement) à Caracas (Venezuela) les 19 et 20 juin.

■ Le 6 juin, M. Joe Clark a annoncé que M. Doug Roche quittait son poste d'ambassadeur au désarmement, qu'il occupait depuis octobre 1984.

■ Le 28 juin, M. Clark a annoncé que le Canada fournirait un appui technique au Conseil électoral suprême du Nicaragua en février 1990.

■ Le 25 juillet, le premier ministre a nommé Margaret Catley-Carlson sous-ministre de la Santé et du Bien-être social. M. Marcel Massé la remplacera à la tête de l'ACDI. □

— GREGORY WIRICK